

UNIVERSITÉ
SORBONNE
PARIS NORD

MASTER DROIT

Parcours Droit public général



UFR DSPPS

Droit, Sciences Politiques et Sociales

WWW.UNIV-SPN.FR





COMPÉTENCES VISÉES

Les compétences visées par cette formation sont une bonne maîtrise du droit public interne, européen et international, tant d'un point de vue théorique que pratique.

► La deuxième année propose d'**approfondir le Master 1** sous l'angle de l'influence mutuelle du droit interne et du droit européen considérés comme intrinsèquement liés, dans une dimension théorique et pratique. Tout le spectre des matières de droit public est ainsi concerné pour une formation la plus complète possible : droit et contentieux constitutionnel, administratif, fiscal, marchés publics, contrats, responsabilité, concurrence, collectivités, mais aussi culture juridique, histoire des idées politiques, et droit international, économique et politique. Des cours d'anglais juridique sont également dispensés tout au long de l'année.

► Le Master 2 recherche et carrières publiques prépare ainsi les étudiants :
- à la recherche et au doctorat, - aux professions du droit public dans les organismes publics ou privés (concours administratifs, grandes écoles, concours d'avocat, magistrats des tribunaux administratifs et Cours administratives d'appel, juristes professionnels, concours de la fonction publique européenne



OBJECTIFS

Ce diplôme vise à offrir une formation complète en droit public général afin de former tant les futurs professionnels que les futurs chercheurs.

► La première année offre une formation qui permet de se préparer aux grandes spécialités du droit public (**droit et contentieux administratif, général et spécial, droit économique, droit et contentieux constitutionnel, droits et libertés fondamentaux, droit international, droit européen**) et d'accéder ensuite à différents emplois correspondants (notamment de passer les concours administratifs) en laissant la possibilité, par le choix des matières à l'intérieur de grands UEF, de donner au parcours de Master dès la première année une inflexion soit droit public interne soit droit européen et international. De surcroît, les étudiant(e)s sont formés tant au droit privé qu'au droit public, et cela en raison même de la nature duale (droit public et droit privé) de la matière fiscale

PROGRAMME

MASTER 1^{ère} ANNÉE SEMESTRE 1 (30 ECTS)

UE 1 - FONDAMENTALE 1 (21 ECTS)

Quatre matières obligatoires dont trois avec TD :

- Contentieux constitutionnel Interne
- Droit des contrats publics
- Droit international économique
- Droit matériel de l'Union européenne

UE 2 - FONDAMENTALE 2 (8 ECTS)

- Théories générales de l'Etat
- Histoire des libertés fondamentales
- Systèmes juridiques comparés
- Droit européen et international de l'environnement

UE 3 - TRANSVERSALE 1 (1 ECTS)

- Anglais juridique

MASTER 2^{ème} ANNÉE SEMESTRE 3 (30 ECTS)

UE I - FONDAMENTALE (15 ECTS)

- Droit administratif approfondi (4 ECTS)
- Droit constitutionnel approfondi (4 ECTS)
- Droit constitutionnel européen (4 ECTS)
- Anglais juridique (2 ECTS)
- Méthodologie du mémoire et du rapport de stage, initiation à la rédaction de la lettre de motivation (1 ECTS)

UE II - TRANSVERSAUX (9 ECTS)

- Finances publiques approfondies (3 ECTS)
- Histoire des idées politiques (3 ECTS)
- Droit international approfondi (3 ECTS)

UE III - SPÉCIALISATION (6 ECTS)

2 matières aux choix :

- Marchés publics (3 ECTS)
- Droit de l'environnement (3 ECTS)
- Relations extérieures politiques et économique de l'union européenne (3 ECTS)

SEMESTRE 2 (30 ECTS)

UE 3 - FONDAMENTALE 3 (21 ECTS)

Quatre matières obligatoires dont trois avec TD

- Contentieux administratif
- Droit de l'urbanisme
- Protection européenne des droits fondamentaux
- Droit international public

UE 4 - FONDAMENTALE 4 (8 ECTS)

- Histoire du droit public
- Sciences et techniques fiscales
- Droit public de la concurrence
- Contentieux de l'Union Européenne
- Contentieux international économique

UE 5 - TRANSVERSALE 2 (1 ECTS)

- Anglais juridique

UE 6 - UNITÉ LIBRE (2 ECTS)

- Points bonus éventuels : engagement étudiant

SEMESTRE 4 (30 ECTS)

UE IV - FONDAMENTALE (14 ECTS)

- Culture juridique (4 ECTS)
- Droit administratif européen (4 ECTS)
- Théorie générale des droits et libertés fondamentaux (4 ECTS)
- Anglais juridique (2 ECTS)
- Conférence de professeurs invités

UE V - TRANSVERSAUX (8 ECTS)

- Droit et contentieux de la fonction publique (1 ECTS)
- Droit collaboratif, modes alternatifs de règlement des conflits et intelligence artificielle (1 ECTS)
- Contentieux constitutionnel approfondi (2 ECTS)
- Grands enjeux des collectivités locales (2 ECTS)
- Histoire de la pensée juridique (2 ECTS)

UE VI - SPÉCIALISATION (6 ECTS)

2 matières aux choix :

- Histoire contemporaine (3 ECTS)
- Droit de la concurrence et des contrats (3 ECTS)
- Droit de la responsabilité publique et privé (3 ECTS)

UE VII - PROFESSIONNALISANT (2 ECTS)

- Stage minimum de 2 mois avec soutenance d'un rapport de stage et possibilité d'un mémoire de recherche avec soutenance

UE VIII - UNITÉ LIBRE (2 ECTS)

- Engagement étudiant

ORGANISATION DE LA FORMATION



La formation est délivrée en deux ans, soit 4 semestres de 30 ECTS chacun. En M2, les enseignements sont délivrés par une équipe pédagogique associant des Enseignants-Chercheurs universitaires (Professeurs agrégés et Maîtres de conférences) et des Professionnels (Avocats, conseillers juridiques, agents de la Fonction publique étatique et territoriale). L'attention est portée tant sur l'initiative à la recherche à travers un cours de méthodologie, que sur l'insertion professionnelle à travers des cours et conférences de spécialistes. Chaque étudiant doit choisir entre :

- la rédaction d'un mémoire de recherche sous la direction d'un Enseignant-chercheur ;
- l'accomplissement d'un stage donnant lieu à un rapport.

Le stage permet aux étudiants de se confronter aux réalités professionnelles. Le Mémoire de recherche permet de ponctuer un parcours tourné vers l'approfondissement théorique et la thèse

MÉTIER VISÉS



► La formation dote les étudiants d'outils théoriques, méthodologiques et pratiques indispensables pour s'inscrire en thèse, candidater aux concours de la Fonction publique mais aussi pour intervenir en tant que praticien au sein d'organismes publics ou privé directement après l'obtention du M2.

► Les métiers visés par cette formation sont : Recherche et enseignement (thèse de doctorat) Professions d'avocat et de conseil juridique en libéral , Métiers de la Fonction Publique (préparation aux concours).



Conditions d'admission

Admission en Master 1 Droit public interne et européen et international en vue de poursuivre en M2 Droit public général :

Peuvent déposer un dossier de candidature les étudiants ayant validé ou étant susceptibles de valider dans l'année en cours les six premiers semestres d'une Licence en Droit ou Droit public (Licence 3) ou d'une licence à dominante juridique, ou de tout titre, diplôme ou grade apprécié comme équivalent (notamment grâce à la validation des acquis professionnels et à la validation des acquis de l'expérience ou au titre des dispositions prévues pour les étudiants étrangers).

Attention : Depuis la rentrée universitaire 2023, les candidatures au Diplôme National de Master (DNM) se déroulent exclusivement via la plateforme officielle «Mon master». La sélection des candidatures est réalisée sur dossier. Une commission de sélection, composée notamment des responsables du M1 Droit et du M2 Droit Public général, étudie les candidatures et propose les admissions en M1 Droit au Directeur d'UFR qui les prononce. À l'issue de la 1^{ère} année de M1, l'inscription en 2^{ème} année de master dans le parcours M2 Droit Public général et est de droit lorsque la validation du M1 droit a été acquise, sans redoublement, l'année précédant l'année de formation en M2.

Candidature Master 1 :

Plateforme « Mon Master » <https://www.monmaster.gouv.fr>

Admission en Master 2 Droit public général :

Une campagne de candidatures en vue d'une intégration directe en M2 Droit public général peut être ouverte sous réserve des capacités d'accueil de la formation. Dans ce cas, peuvent déposer un dossier de candidature les étudiants ayant validé ou étant susceptibles de valider dans l'année en cours les deux premiers semestres d'un Master de Droit public (Master 1 Droit public) ou à dominante juridique, un diplôme d'école de commerce ou de tout autre titre, diplôme ou grade apprécié comme équivalent (notamment grâce à la validation des acquis professionnels et à la validation des acquis de l'expérience ou au titre des dispositions prévues pour les étudiants étrangers). La sélection des candidatures est réalisée sur dossier et/ou entretien par le(s) responsable(s) du Master 2 Droit public général. Les admissions en M2 Droit public général sont soumises pour avis au directeur de l'UFR DSPS.

Candidature Master 2 :

Plateforme « Ecandidats »

<https://ecandidat.univ-paris13.fr/ecandidat/#!accueilView>

Contacts



RESPONSABLE DE FORMATION

Éric DESMONS, professeur agrégé de droit public

SECRÉTARIATS PÉDAGOGIQUES

Master 1 / 2 (Bureau H 209) : 01 49 40 33 11 ; m2dpg.dsps@univ-paris13.fr

Accès



CAMPUS DE VILLETANEUSE

Venir à l'Université Sorbonne Paris Nord (USPN), Campus de villetaneuse - UFR Droit, Sciences Politique & Sociales

99, avenue Jean-Baptiste Clément - 93430 Villetaneuse

En voiture, à partir de Paris

Porte de la Chapelle > Autoroute A1 direction Lille, puis Sortie n°2 (Saint-Denis - Stade de France), puis direction Villetaneuse Université.

En transport en commun

Depuis Paris : Train ligne H - toutes les lignes départ Gare du Nord direction Persan Beaumont, ou Valmondois, ou Montsoult-Maffliers, ou Pontoise - arrêt Épinay Villetaneuse.

Depuis la gare d'Épinay Villetaneuse : prendre soit le T11 direction Le Bourget - arrêt Villetaneuse-Université, soit le bus 361 direction Gare de Pierrefitte-Stains RER - arrêt Université Paris 13.

Depuis Saint-Denis Porte de Paris (Métro 13) :

prendre le T8 - terminus Villetaneuse Université.